



SOCIÉTÉ

ÉDUCATION



« Quand j'ai commencé à enseigner au lycée, en 2006, les élèves savaient encore pourquoi ils étaient là. Ils avaient l'objectif du bac. Quand je suis parti en 2012, une grande partie n'avait plus cette idée-là. Les élèves arrivaient en terrain conquis. »

AFP or licensors

Article abonné

Mon premier et dernier jour de boulot

M Paul, 45 ans, douanier, ex-prof d'espagnol : "L'Éducation nationale, c'est le Titanic..."

Par Julien Vallet

Publié le 16/09/2024 à 12:00



Désormais contrôleur des douanes, Paul* a d'abord officié pendant une décennie comme professeur d'espagnol... avant de finalement jeter l'éponge, lassé par l'absence de reconnaissance, les relations tendues avec les parents d'élèves et l'évolution de la pédagogie.

Quand j'étais au collège, en quatrième, j'ai eu un coup de foudre pour la langue espagnole. J'ai eu une super prof et tout de suite, ça a collé avec

cette langue. Ma mère était institutrice et mon père, lui, travaillait à l'usine. Arrivé à la licence, je me suis demandé si je passais le CAPES tout de suite ou pas. J'avais un peu des scrupules de me dire : est-ce qu'avec seulement trois ans d'espagnol derrière moi, j'aurais les coudées assez franches pour pouvoir affronter l'enseignement ? *A posteriori*, maintenant, je peux résolument te dire que largement.

Pour apprendre à des élèves de quatrième : « Je m'appelle, tu t'appelles », tu n'as pas besoin de faire cinquante années d'études. J'ai réussi à avoir le CAPES au bout de la deuxième fois. J'ai commencé au collège. J'étais super content, parce que ça me plaisait plus que le lycée. Mais j'ai ressenti une sorte de snobisme de la part de la plupart des profs qui enseignaient au lycée. Pour eux, si tu enseignais en collège, tu allais faire le b.a.-ba et au lycée, tu allais faire des choses intéressantes. C'est complètement ridicule : on avait le même concours.

À LIRE AUSSI : Cécile, ex-programmatrice : "Aujourd'hui, on blinde les festivals de têtes d'affiche, il n'y a plus le goût du risque"

Mon premier poste en tant qu'enseignant, c'était en 2001, comme contractuel, parce que je n'avais pas eu le CAPES la première année. J'ai fait un remplacement de fin de congé de maternité. J'ai pris mon poste à cette rentrée plein d'ambition et d'espoir. Et ça s'est relativement bien passé. Il y avait des élèves de quatrième pour qui c'était leur premier cours d'espagnol.

Et des élèves de troisième dont malheureusement, j'étais leur troisième prof d'espagnol en un an. Je me souviens que les débuts n'étaient pas faciles : j'avais fait le plan de salle pour savoir qui était où, dans quelle salle, à quelle place. J'étais vraiment très content de pouvoir faire ce que j'avais toujours voulu faire et que je touchais du bout du doigt. C'était un petit collège de banlieue et j'ai découvert après coup qu'il était quand même dans une zone assez compliquée : il y avait des balles qui traversaient la cour de récréation et qui se logeaient dans les vitres du bureau du principal.

À LIRE AUSSI : Jean-Michel, 63 ans, prof de techno : "Un inspecteur m'avait conseillé de me barrer le plus vite possible"

Dans certains collèges, il y a une grande délégation de pouvoir aux profs de la part des parents. Et tu as, au contraire, des parents qui vont à rebours de ce que les profs disent parce qu'ils ont peut-être eux-mêmes vécu des conflits en tant qu'anciens élèves avec des enseignants, et ils transmettent une sorte de flambeau négatif à leurs enfants.

Un exemple : un élève était arrivé en cours avec les yeux rougis parce que visiblement il avait fumé du cannabis avant d'entrer en cours. Je l'ai envoyé à l'infirmerie. L'infirmière a fait ce qu'elle a pu puis elle a fait un petit rappel aussi à la loi, et pour ne pas le stigmatiser lui en particulier, elle a fait un rappel à l'ensemble de la classe par rapport au danger des substances. La mère de cet élève est venue me trouver pour me dire que j'avais pris son fils en grippe parce que je le considérais comme un drogué. Elle était choquée que j'aie alerté sur le fait que son fils avait une attitude qui n'était correcte ni pour l'ensemble de la communauté, ni pour lui. J'ai eu beau lui dire que si son fils avait fait une overdose juste après et qu'on s'était étonné que le prof d'espagnol n'ait rien vu, elle aurait été la première à monter au créneau, elle n'a rien voulu entendre.

MINUTES DE SILENCE

J'ai eu d'autres mésaventures pas plus tard que l'année où j'ai eu mon premier poste, en 2001. Quelques jours après l'attentat du 11 septembre, je vois en salle des profs un message du ministère qui indique qu'il fallait faire une minute de silence. Cela tombait pendant un cours avec les troisièmes. Des élèves de ce groupe, particulièrement virulents, m'ont reproché, et à tout le système éducatif, de faire des minutes de silence alors qu'il y avait plein de morts partout. Ils devaient être préformatés à la maison, parce que ces idées-là ne sont pas venues toutes seules dans leur tête. J'ai eu des discours comme : « *Vive Ben Laden* », « *Vive la Troisième Guerre mondiale* ». J'avais beau leur dire : « *tu respectes au moins ça* », j'ai dû batailler pour arriver à les convaincre de faire au moins mine de respecter la minute de silence.

À LIRE AUSSI : *Maryvonne, ancienne sage-femme : "J'ai adoré ce métier, mais il est devenu une usine"*

À partir de ce moment-là, j'ai été estampillé comme le mauvais prof pour eux, parce que si j'avais fait la minute de silence, c'est que j'étais pro-

américain, donc anti-arabe, donc antimusulman. Quand j'en ai discuté avec des collègues, je me suis rendu compte que j'étais le seul à l'avoir faite. Ils m'ont dit : « *Non, on ne l'a pas faite, on savait* ». Après cela, les cours avec cette classe-là ont été assez tendus. Les élèves de quatrième étaient adorables, motivés et gentils. Par contre, quelques élèves en particulier de cette classe de troisième ont eu une attitude déplorable à me balancer des boulettes de papier dès que j'avais le dos tourné.

À LIRE AUSSI : Aglaé, 67 ans, ancienne prof d'EPS : "J'ai dû renoncer aux sorties piscine car les élèves sont devenus très prudes"

À un moment, je me suis dit que ce n'était pas possible. Je n'avais pas signé pour ça. Mais ça ne m'a pas découragé : je me suis dit qu'il ne fallait pas que je m'avoue vaincu. L'attitude du chef d'établissement m'avait profondément dégoûté. Il m'avait convoqué dans son bureau en me disant que je ne savais pas imposer mon autorité, notamment par rapport à cette fameuse minute de silence. Les choses ont changé après les attentats de 2012. Et après, lors des attentats suivants, des mesures ont été prises, des élèves exclus. Parce qu'à un moment, on ne peut pas tolérer l'intolérable. Cela m'a un peu rassuré de me dire qu'au moins, il y avait eu une petite prise de conscience, même dix ans après.

« À UN MOMENT, JE NE ME SENTAIS PLUS À MA PLACE »

Certaines situations sont très compliquées. J'étais dans une région avec 30 % de chômage. C'était une zone très rurale, avec peu de transports en commun. Pour mes élèves, la grande ville, c'était Valenciennes, à une heure de train. Aller au musée, ce n'était pas évident pour eux. Ils n'avaient pas cette culture. Ajouter à cela le côté hétérogène des classes. Dans mon académie, on faisait déjà des groupes de compétences en langues dès 2006. Quand les élèves arrivaient au lycée, on leur faisait des évaluations. On les répartissait en groupes selon leurs compétences, un fort, un moyen et un autre un peu plus en difficulté. Le côté positif, c'était que si tu avais un groupe plus à l'aise, tu pouvais aller plus vite. C'était gratifiant pour les élèves et ça évitait qu'ils s'ennuient parfois. L'aspect négatif, c'est que certains élèves ne jouaient pas le jeu et se disaient qu'ils allaient se saborder dès le départ, au moment des évaluations, pour devoir faire le moindre effort par la suite.

À LIRE AUSSI : Emmanuelle, 73 ans, avocate : "Le déménagement du palais de justice de Paris, c'était le début de la fin"

L'Éducation nationale, c'est le Titanic : le bateau prend l'eau et les musiciens continuent de jouer. La loi d'orientation de 1989 qui met l'élève au centre du système était très bien dans l'idée car elle visait 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac.

Résultat des courses, on ne redouble plus, on fait passer. Les élèves passent mais ils n'ont pas forcément les acquis. On se retrouve avec des élèves au collège qui ne savent même pas lire ni écrire. Il est même arrivé une époque où les élèves qui arrivaient en sixième découvraient les devoirs à la maison. Parce qu'à une époque, il ne fallait surtout pas leur donner de devoirs en primaire. Ce n'est pas quand tu arrives à dix ans que tu découvres qu'il faut travailler le soir. Ça a fait des ravages. Et puis après, il ne fallait surtout pas écrire les notes au rouge, parce que ça allait traumatiser les élèves. Donc, il fallait écrire au stylo vert, ou rose, des trucs un peu plus... *fun*, quoi.

À LIRE AUSSI : Françoise, 71 ans, enseignante : "À mes débuts, les réformes délirantes n'avaient pas encore frappé l'école"

Quand j'ai commencé à enseigner au lycée, en 2006, les élèves savaient encore pourquoi ils étaient là. Ils avaient l'objectif du bac. Quand je suis parti en 2012, une grande partie n'avait plus cette idée-là. Les élèves arrivaient en terrain conquis. Pour eux, c'était normal d'entrer au lycée. De toute façon, le bac, ils allaient l'avoir, c'est sûr. Il fallait qu'ils aient des 17 et des 18 parce qu'ils étaient tellement habitués au collège à avoir des bonnes notes, même pour des compétences moyennes. À un moment, je ne me sentais plus à ma place.

J'avais un peu l'impression d'être incapable aussi de mentir aux élèves en leur disant : « *Il faut que tu travailles bien à l'école. Tu pourras choisir le métier que tu voudras.* » Si c'était vrai encore il y a quinze ans, ça a de moins en moins de valeur. Tu essayes d'être positif et leur dire qu'ils vont forcément trouver quelque chose qui va leur plaire dans ta vie. Pour certains, ça a marché. Ainsi, le boucher de mon frère, qui est l'un de mes

anciens élèves, m'a dit : « *On a vraiment eu de la chance de vous avoir* ». Ça fait plaisir.

RECONVERSION

Mon désamour du métier, c'est mon inspecteur de l'Éducation nationale. Quand il m'a inspecté pour la première fois, en 2006, je venais d'arriver au lycée, et il m'a dézingué. Il m'a reproché d'avoir fait un cours de grammaire, soi-disant, parce que j'avais utilisé le subjonctif devant des élèves de seconde. Ce qu'il ne fallait surtout pas faire. Au lycée, il ne fallait plus parler de grammaire, il fallait faire une démarche actionnelle, c'est-à-dire mettre des élèves dans des situations d'apprentissage, faire des saynètes, des jeux de rôles. Et ils devaient découvrir par eux-mêmes comment on formait le subjonctif.

Sauf que la plupart de mes élèves disaient « *il faut que je vas* ». Je leur avais indiqué comment on forme le subjonctif. L'inspecteur me l'a reproché en me disant que j'avais enseigné l'espagnol comme dix ans auparavant, ce qui pour moi était quand même assez violent. Après cela, j'ai dû suivre des formations « *Qu'est-ce qu'une compétence ?* ». Je ne pense pas que ce que je faisais comme cours était décalé. Et j'en veux pour preuve les résultats au bac. Mes élèves avaient des bonnes notes. Cette histoire m'a mis mal à l'aise. J'en ai fait une dépression.

À LIRE AUSSI : *Maryline, ancienne hôtesse de caisse : "Il fallait toujours être plus rapide, faire du chiffre... J'ai fini cassée"*

Ce qui m'a décidé à partir, c'est une réunion parents-profs qui a eu lieu fin décembre 2012. C'est là qu'est venue la mère du fameux élève qui avait fumé avant mon cours. Elle m'en a mis plein la figure, en me disant que j'étais un mauvais prof, que son fils était très bon en espagnol, mais qu'il avait régressé à cause de moi. J'ai essayé de faire face comme j'ai pu. Ça m'a foutu une claque. Je me suis dit : « *Ce n'est pas possible* ». C'était la goutte d'eau.

Je suis sorti de là et je me suis dit que je ne me ferais plus cours au lycée, que je n'en pouvais plus. J'avais pris un rendez-vous avec la conseillère mobilité carrière du rectorat. Elle m'a mis en arrêt de maladie. Pendant un certain temps, je commençais à aller mieux. Je me suis dit qu'il fallait trouver des alternatives. J'allais dans les salons d'étudiants et les journées

portes ouvertes pour essayer de voir ce que je pouvais faire. J'ai été confronté à la dure réalité de ces réflexions où on te dit « *Mais vous êtes trop vieux* » à 33 ans.

À LIRE AUSSI : "L'ennui, la pression et le web" : après vingt ans de journalisme, Julien a quitté la presse régionale

Finally, j'ai retrouvé ma mère qui était en fin de vie. Elle avait la maladie de Charcot. Comme j'étais sans emploi à ce moment-là, cela m'a permis d'être disponible pour elle. Elle est décédée en 2018. Là, j'ai reçu un courrier du rectorat qui m'indiquait que d'ici un an, il allait falloir que je rempile en tant que professeur d'espagnol. Comme j'étais en disponibilité, je ne savais pas dans quel établissement j'allais me retrouver. Et les programmes avaient changé trois ou quatre fois depuis que j'étais parti. Mon frère m'a conseillé de m'inscrire à l'IPAG, l'Institut de préparation à l'administration générale, qui permet de préparer des concours. J'y suis allé sans trop y croire et ils m'ont redonné confiance en moi. Je me suis inscrit à cinq concours et j'en ai eu quatre.

À LIRE AUSSI : Serge, 72 ans, tailleur et graveur de cristal : "À l'usine, à 14 ans, je rentrais un soir sur deux en pleurant"

Je suis rentré à l'école des douanes de La Rochelle en tant que contrôleur des douanes. Du point de vue du travail, franchement, je me demande pourquoi je ne l'ai pas fait plus tôt. Là, je rentre chez moi, je ne fais plus rien. Je ne viens pas avec du boulot à la maison, je n'ai pas des cours à préparer, de copie à corriger. Ça me plaît énormément et je me sens utile. Je me sentais quand même un peu utile, mais beaucoup moins, quand j'étais prof. Et surtout, le manque de reconnaissance m'avait complètement détruit. Parce que le peu de reconnaissance que tu peux avoir de certains élèves ne compensait pas toute la négativité qu'il y avait autour.

Débat des lecteurs

16 débatteurs en ligne

Faut-il sanctionner les établissements privés qui excluent des élèves vers le public en raison de leurs résultats scolaires ?